

5 octobre 2023 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

CONFÉRENCE DE PRESSE DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE À L'ISSUE DU 3ème SOMMET DE LA COMMUNAUTÉ POLITIQUE EUROPÉENNE.

Emmanuel MACRON

Mesdames et Messieurs, bonsoir. Merci beaucoup d'être là.

Je voulais rendre compte des échanges que nous avons aujourd'hui dans le cadre de ce troisième sommet de la Communauté politique européenne. Presque un an jour pour jour, après notre premier sommet à Prague, nous avons pu avancer sur plusieurs sujets et les situations de crise ne manquent pas, évidemment, dans notre Europe. Je veux remercier le Président du Conseil, Pedro SANCHEZ et ses équipes pour leur accueil aujourd'hui à Grenade et les discussions que nous avons pu avoir.

Le premier point sur lequel les avancées ont pu être acquises en marge et durant ce sommet, c'est l'élargissement de notre réserve cyber européenne. Lors des tables rondes qui étaient organisées, la question du digital et de l'intelligence artificielle y figurait. Vous savez que nous avons sur ces sujets plusieurs ambitions communes considérant que c'était la bonne échelle. Et donc, la réserve cyber de l'Union européenne continue de s'étendre aux pays de la CPE et le fait auprès de tous ceux qui en font la demande. Nous devrions aboutir dans les tout prochains mois à la mise sur pied de cette réserve de manière effective, qui nous permettra de déployer rapidement des experts de confiance dans chaque pays victimes d'une cyberattaque d'ampleur.

Le deuxième pilier du renforcement de cette résilience collective est la montée aussi de nos compétences. Nous signerons dans les prochaines semaines avec le Premier ministre du Monténégro la finalisation du Centre de développement de capacités cyber dans les Balkans occidentaux, initiative que nous avons lancée avec la Slovénie, en partenariat donc avec le Monténégro, qui en sera le pays hôte. Ce centre a vocation à dispenser des formations à la cybersécurité, à la lutte contre la cybercriminalité, à l'ensemble des pays des Balkans occidentaux, puisqu'il était apparu lors du sommet de Chisinau que la multiplication des attaques justifiait un tel effort de formation pour renforcer la résilience de toute la région.

Un autre enjeu de la Communauté politique européenne vise évidemment à rapprocher davantage nos citoyens, et particulièrement nos jeunes. À cet égard, plusieurs autres initiatives ont pu avancer à l'occasion de ce sommet. D'abord, l'élargissement du programme DiscoverEU, sur le modèle du Pass Interrail, permettant aux jeunes de 18 ans de découvrir l'Europe pendant quelques semaines et donc d'avoir des facilités d'échange et de transport. Et ensuite l'accès à la culture, avec l'élargissement, là aussi, aux pays de la CPE, des accès aux différents musées nationaux et aux facilités d'accès culturelles qui étaient pour l'instant réservées aux pays strictement membres de l'Union européenne.

Au-delà de ça, il y a trois sujets sur lesquels je voulais revenir plus précisément et qui ont donné lieu à des échanges. Le premier, c'est qu'au-delà de la cybersécurité et de cette politique à l'égard des jeunes, la lutte contre l'immigration illégale est un sujet que nous avons vocation à structurer au niveau de la CPE. À l'initiative du Premier ministre SUNAK, que je remercie, nous nous sommes réunis avec le Royaume-Uni, l'Italie, les Pays-Bas, l'Albanie, la Commission européenne et nous avons pu avancer sur justement des points d'action communs qui s'inspirent très largement du travail qu'avec la Commission, l'Italie et quelques autres pays de l'Union européenne nous avons pu élaborer ces dernières semaines.

Nous avons donc acté ensemble un travail de mise en cohérence de nos informations et un travail conjoint de nos services pour lutter contre les trafiquants et stopper justement ces mouvements, d'harmonisation de nos règles de définition de ces derniers parce qu'il y a aujourd'hui beaucoup de divergences entre les pays membres de la CPE, et de mise en commun de moyens.

Ensuite, un travail de mise en commun de politiques à l'égard des pays d'origine et des pays de transit qui sont en tête de liste des pressions migratoires que nous subissons et un travail conjoint avec l'Organisation internationale des migrations et l'UNHCR pour aider justement les pays de transit à réduire la pression migratoire à laquelle ils sont soumis. Je pourrais ici détailler, si vous le souhaitez, au-delà de ces quelques éléments clés, ce que nous avons discuté, mais qui vient en quelque sorte à l'appui de ce que nous avons conclu en marge du sommet Med9 de Malte avec la Présidente du Conseil MELONI et la Présidente VON DER LEYEN.

Je considère que la CPE est précisément un espace pertinent pour lutter contre l'immigration. D'abord parce qu'il y a plusieurs pays d'origine parmi les Balkans occidentaux et la coopération permet de réduire très fortement l'immigration clandestine. Nous l'avons d'ailleurs démontré d'un point de vue strictement bilatéral avec l'Albanie il y a cinq ans, et les Britanniques sont en train de le démontrer avec la même Albanie. Donc nous voulons maintenant le structurer. Ensuite et surtout parce que nous voulons avoir une approche beaucoup plus coordonnée avec les pays d'origine et les pays de transit. C'est la condition pour être efficace car on le voit bien, quand nous avons des politiques qui sont désynchronisées ou divergentes, eh bien, l'efficacité des politiques que nous pouvons mener sur le plan strictement bilatéral, avec certains pays de transit, pays de la rive sud de la Méditerranée ou pays du Moyen-Orient ou avec les pays d'origine, diminue beaucoup. Donc voilà, au-delà de la cybersécurité et de la politique jeunesse, l'immigration devient vraiment un troisième pilier d'actions concrètes que nous déployons dans le cadre de cette Communauté politique européenne.

Enfin, je voulais revenir sur deux sujets de crise : l'Ukraine et l'Arménie.

Sur l'Ukraine, j'ai pu voir le Président ZELENSKY et j'ai pu lui réaffirmer très clairement le soutien de la France, mais plus largement des Européens dans le contexte que nous connaissons. Je considère que pour nous, la situation ne doit pas changer, et j'ai pu lui réaffirmer notre soutien dans la durée, la livraison d'ailleurs d'équipements et d'armes conformément à nos engagements dans les semaines qui viennent. Et nous avons pu faire un point ensemble sur l'évolution de la situation sur le terrain. La France continuera de se tenir aux côtés de l'Ukraine.

Nous avons ensuite tenu une réunion avec le Président du Conseil, Charles MICHEL, et le Chancelier SCHOLZ, avec le Premier ministre PACHINIAN, pour évoquer la situation en Arménie et au Haut-Karabakh. Nous avons eu l'occasion ensemble d'apporter notre soutien indéfectible à l'indépendance, la souveraineté, l'intégrité territoriale et l'inviolabilité des frontières de l'Arménie. Nous avons également exprimé notre soutien à l'approfondissement des relations entre l'Union européenne et l'Arménie sur toutes les voies et moyens possibles et les différents volets que nous avons commencé à défricher. Nous sommes également convenus de renforcer l'aide humanitaire à l'Arménie, qui fait face aujourd'hui aux conséquences de déplacement massif des Arméniens du Karabakh et souligné que ces réfugiés doivent être libres d'exercer leur droit au retour dans leurs maisons et lieux de vie, sans aucune condition, sous surveillance internationale et dans le respect de leur histoire, de leur culture et des droits de l'Homme.

Ce soutien très clair des Européens à l'Arménie, c'est aussi la défense des droits des populations à revenir sur leur territoire, et c'est le dialogue que nous avons constamment eu et l'exigence que nous avons constamment portée à l'égard de l'Azerbaïdjan. Nous continuons ensemble à défendre la normalisation des relations entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan sur la base de la reconnaissance mutuelle de la souveraineté, de l'inviolabilité des frontières et de l'intégrité territoriale de l'Arménie. C'est d'ailleurs lors du premier sommet de la Communauté politique européenne que nous avons pour la première fois obtenu une reconnaissance conjointe des textes de 1991 et donc des frontières de 1991 que n'avait jamais agréés jusque-là officiellement l'Azerbaïdjan, ce qui montre là aussi l'utilité de ces discussions. Et nous avons continué de nous référer à ce texte. Je pourrai là aussi revenir sur cette situation, mais je veux redire tout notre soutien à l'Arménie. Je crois qu'avoir à nos côtés l'Allemagne et le Président du Conseil européen était un élément clé à cet égard.

Voilà ce dont je voulais rendre compte. Le prochain sommet se tiendra, comme vous le savez, au Royaume-Uni, a priori vers le printemps prochain. Nous l'avons évoqué avec le Premier ministre Rishi SUNAK, mais il lui appartient d'en donner la date. Mais je le remercie de son engagement et au-delà de la discussion que nous avons eue sur l'immigration, de l'organisation qu'il fera du prochain sommet. Je vais maintenant répondre à vos questions.

Journaliste

Monsieur le Président, le Président ALIEV a finalement accepté de discuter avec le Premier ministre arménien, mais sous médiation de l'Union européenne, c'est-à-dire clairement sans la France. Donc, avez-vous un problème avec le Président ALIEV ? Et considérez-vous que ce soit acceptable que des négociations aient lieu sans vous, alors que vous étiez à cette même table à Chisinau il y a quelques mois ? La France est-elle donc toujours un pays médiateur dans cette crise ?

Petite question annexe aussi, est-il exact que vous vous êtes opposé à la présence du Président ERDOGAN à ces discussions aujourd'hui, ce qui aurait conduit aussi à la défection du Président ERDOGAN et du Président ALIEV ?

Et dernier point plus largement, que peut apporter l'Union européenne à l'Arménie et quelles garanties de sécurité attendez-vous de Bakou ? Je suis désolée, ça fait beaucoup de questions sur un seul sujet.

Emmanuel MACRON

D'abord, je veux dire ici que ce sont le Président ALIEV et le Président ERDOGAN qui ont pris la décision de ne pas se joindre à ce sommet. Je le regrette très profondément et vous l'avez dit, lors des deux sommets précédents, nous avons eu des discussions. La France étant présente au dernier sommet à Chisinau, l'Allemagne étant aussi présente à nos côtés avec le Président ALIEV et le Premier ministre PACHINIAN. C'est leur choix et nous avons d'ailleurs — les Allemands, les Européens, les Français — tous plaidé pour que l'Azerbaïdjan soit présent.

Nous souhaitons aussi avoir une discussion avec la Turquie et la France n'a absolument pas pour habitude du tout de mettre quelque veto que ce soit à la présence d'un pays tiers. Donc, je regrette aussi cette décision qui n'appartient qu'aux intéressés. Et il leur appartient d'ailleurs d'explicitier les motifs de ce choix.

Ensuite, ça n'est pas la première fois qu'il y a des réunions qui se tiennent à Bruxelles sans la France, tout simplement parce que nous avons une position qui est exigeante et qu'en effet, depuis le début, nous avons toujours été très exigeants pour d'abord que les droits des minorités au Karabakh soient préservés, reconnus, pour que comme on l'a fait à Prague, les frontières de 1991 soient reconnues. Et donc, on n'est peut-être pas vu comme des partenaires conciliants. Je crois qu'on est juste, voilà. Donc, nous continuerons à être évidemment médiateurs, chaque fois qu'on le pourra ; j'espère lors du prochain sommet de la Communauté politique européenne. Nous continuerons surtout d'être aux côtés du droit international, de son respect et donc aux côtés du peuple arménien qui, aujourd'hui, est soumis à une pression, à une occupation de plusieurs zones à la frontière, comme l'a très bien montré la mission envoyée par l'Union européenne, puisqu'on a environ 150 kilomètres carrés du territoire de l'Arménie qui est occupée aujourd'hui par l'Azerbaïdjan. Donc il faut être exigeant. On ne peut pas avoir deux standards.

La position de la France, elle est claire. Elle ne changera pas. Elle est de bonne foi. Je me souviens aussi des deux dernières réunions où, en marge de Chisinau comme de Prague, le Président ALIEV s'était engagé à ne jamais utiliser la force dans le Nagorno-Karabakh. Voilà. Ce n'est pas la France qui a un problème avec l'Azerbaïdjan, c'est l'Azerbaïdjan qui a un problème aujourd'hui avec les engagements qu'elle prend, avec le respect de sa propre parole et avec le respect du droit international.

Ensuite, l'Union européenne est présente aux côtés de l'Arménie pour faire respecter le droit international en fonction de l'évolution de la situation. Nous apprécions ce que nous devons faire mais il y a une très forte unité avec le Chancelier SCHOLZ et avec le Président MICHEL, c'est d'ailleurs ce qui a conduit, je pense, à la position que vous avez évoquée du Président ALIEV.

Journaliste

Je voulais savoir si vous perceviez chez vos partenaires européens, plutôt de l'Union européenne, une inquiétude montante par rapport à la situation américaine et à l'éventualité que le soutien américain à l'Ukraine faiblisse ? Et je voulais savoir aussi si vous perceviez au sein de vos partenaires européens une fatigue par rapport au sujet ukrainien ?

Emmanuel MACRON

On n'a pas eu encore l'occasion de se réunir à 27, mais je pense que tout le monde regarde la situation, évidemment avec beaucoup de vigilance. J'ai aussi noté les propos très clairs qu'a eus le Président BIDEN, qu'a eus le secrétaire d'État M. BLINKEN, qui ont réaffirmé l'engagement très fort des États-Unis d'Amérique en soutien à l'Ukraine. Donc, je pense qu'à la fois les engagements qui ont été pris avant les contraintes posées par le Congrès d'une part, puis après, sont de nature à apporter de la visibilité. Le Président ZELINSKI ce matin m'a plutôt indiqué qu'il avait eu aussi des réassurances sur ce point. Donc nous sommes vigilants, nous restons mobilisés.

Mais ceci aussi doit nous conforter dans un engagement très fort de l'Europe et c'est ce que j'ai toujours plaidé. C'est qu'au sein de l'OTAN, même si on a la chance d'avoir un partenaire américain qui est très engagé, nous devons, nous, être à notre place, pleinement engagés nous-mêmes, parce qu'il s'agit de notre voisinage direct et d'un pays de notre Europe présent autour de la table avec nous. Et l'aide américaine est formidable au complément, mais elle ne peut remplacer la mobilisation européenne qui est la nôtre. À ce titre, j'ai plutôt senti chez mes partenaires une volonté de poursuivre l'effort dans la durée. Nous verrons ce que la Pologne choisira de faire après les élections qui sont les siennes. J'ai noté les prises de parole récentes dans le cadre des campagnes et je les regrette parce que ce n'était pas tout à fait les positions tenues par les mêmes il y a quelques mois.

Mais pour tous les autres, je peux vous le dire, il y a un engagement très profond, très fort, parce que nous savons tous que nous parlons de l'Europe et de la possibilité même de la paix dans la durée sur notre continent. Donc, on n'a pas le droit d'être fatigué. Voilà.

Journaliste

Bonjour Monsieur le Président, je reviens sur le troisième pilier que vous évoquiez dans votre intervention qui concerne l'immigration qui apparemment est un enjeu important dans vos échanges aujourd'hui. Alors, j'ai une question nationale sur l'aspect européen. Il y a une bonne nouvelle au niveau européen, c'est ce pacte sur l'immigration ces dernières heures, qui va dans le bon sens. Il y a quand même cette dissonance avec notamment la parole, par exemple de la Pologne qui a posé son veto. Donc, comment dans ces conditions, avec certains membres qui ne vont pas dans le même sens, on peut avancer ? Également, différents articles de presse relatent aujourd'hui les périples de migrants à la frontière italienne, passant notamment par la route des Alpes et non pas par la ville de Vintimille, dans des conditions très compliquées. Certains ensuite arrivent potentiellement à Paris. Quel est votre regard sur ces nouvelles routes qui sont empruntées de manière beaucoup plus insistante aujourd'hui ?

Emmanuel MACRON

D'abord, je me félicite de l'accord qui a été trouvé au niveau européen, qui est le fruit aussi des discussions que nous avons eues la semaine dernière à Malte, puis celles qu'on a pu avoir avec le Chancelier durant le week-end, qui a permis véritablement de consolider notre organisation interne de premier rideau, si je puis dire, c'est-à-dire comment les Européens s'organisent pour mieux enregistrer et pour mieux justement protéger à la fois nos frontières et enregistrer celles et ceux qui arrivent sur notre sol. C'est le fruit du travail de la présidence française et de ce que nous avons porté à l'époque. Ça intègre, ça arrive et donc ça a été agréé par nos ministres et maintenant ça va aller au Parlement. J'espère qu'on pourra le finaliser dans les meilleurs délais. C'est un vrai progrès. Je remercie tous ceux qui ont fait des concessions pour ce faire et c'est très important au regard de la deuxième partie de votre question.

Donc on doit continuer à avancer. Ensuite, on concentre l'effort sur la prévention de ces flux parce qu'au fond, quand des femmes et des hommes arrivent sur le sol européen, c'est déjà très tard. Et les difficultés que nous avons avec des pays qui ont manqué de solidarité jusque-là, c'est dans la répartition de la charge. La Pologne en fait partie. Et donc ce que nous devons faire, c'est beaucoup mieux enregistrer et être efficace lors de l'arrivée sur le sol européen. C'est ce que permettra de faire l'accord qui a été obtenu au niveau des ministres de l'Intérieur et qui était sous proposition française début 2022. Et il y a surtout en amont comment mieux protéger nos frontières, mieux prévenir les mouvements vers nous, éviter aussi les drames en mer Méditerranée qui est tout le travail que nous voulons faire avec les pays de transit et les pays d'origine. Ça, c'est le cœur de ce que nous avons lancé avec la Présidente VON DER LEYEN et la Présidente MELONI, de ce que nous avons commencé avec certains de ces pays et qu'on veut aussi faire au niveau de la communauté politique européenne.

Ensuite, malheureusement, ces routes qui passent en effet par les Hautes-Alpes et les Alpes-de-Haute-Provence sont connues. Elles existent depuis des années et une pression particulière compte tenu des mouvements qu'on a connus il y a quelques semaines en Italie. D'abord, elles sont organisées par des trafiquants et donc notre travail avec l'Italie et avec d'autres Européens, c'est de démanteler ces groupes de passeurs qui font de l'argent sur le dos de la misère, qui font courir des risques à ces femmes et ces hommes qui sont dans le dénuement. Ensuite, le meilleur moyen d'y répondre, ça va être le plus vite possible de mettre en place l'accord qui a été obtenu au niveau des ministres parce que cet accord, en permettant un meilleur enregistrement dès le début nous permet d'être beaucoup plus efficace à la fois pour lutter contre ces passeurs et tout de suite renvoyés, parfois même vers leur pays d'origine, celles et ceux qui utilisent ces routes.

A très court terme, nous continuons de renforcer le contrôle à la frontière de manière coopérative avec l'Italie et les services italiens, que je remercie pour le bon travail conjoint, à lutter contre ces trafiquants et ensuite, le plus vite possible, à instruire les dossiers qui arrivent pour régler les situations parce que vous avez des femmes et des hommes qui prennent tous les risques et qui vont être éligibles à l'asile et qu'il faut protéger. Après vous avez des femmes et des hommes qui n'ont rien à voir avec des procédures d'asile et qu'il faut le plus vite possible pour voir renvoyés vers leur pays d'origine. Et c'est là où l'Europe doit gagner en efficacité. C'est tout le sens de ces textes. Je prends une dernière question avant de devoir filer.

Journaliste

Monsieur Jean-Louis BOURLANGES, qui n'est pas un opposant, qui est le Président de la commission des Affaires étrangères à l'Assemblée, disait d'ailleurs à l'Assemblée mardi : assez de complaisance, assez d'indifférence, assez de lâcheté. L'honneur de l'Europe est engagé dans cette tragédie en Arménie et il appelait notamment à des sanctions. Elisabeth BORNE lui a répondu dans l'hémicycle, vous n'avez pas pris la parole à ce sujet, des sanctions précisément. Est-ce que vous pensez qu'il y a encore un cap à franchir dans le soutien à l'Arménie ?

Emmanuel MACRON

Écoutez, d'abord, je pense que la France est aux avant-postes du soutien qu'on peut apporter. Nous avons dénoncé dès le début. Nous nous sommes engagés, y compris pour les populations du Nagorny-Karabakh, parfois au-delà même de ce que les autorités arméniennes elles-mêmes pouvaient dire publiquement. Et surtout, moi je me concentre à être utile.

Qu'est-ce qu'on doit faire ? On doit avoir une Europe qui continue à mettre le Président ALIEV autour de la table. Et donc c'est pour ça que je soutiens les médiations à Bruxelles et j'espère une prochaine réunion au Royaume-Uni. Et moi-même, d'ailleurs, je rappellerai le Président ALIEV parce qu'il faut maintenir cette pression. La clé, le cœur de la bataille aujourd'hui, c'est la situation humanitaire des familles et c'est la frontière. Et ensuite, c'est à nous de continuer le soutien aux dirigeants arméniens pour éviter toute déstabilisation, en particulier de la Russie.

Donc je pense que le temps n'est pas aux sanctions parce qu'elles seraient contre-productives et elles ne permettraient pas au mieux de protéger justement le territoire arménien et ses populations. Le temps est à l'exigence, à la clarté, à l'engagement, y compris au soutien d'ailleurs sous des formes militaires que la France a choisies et qu'elle a assumées, mais pas aux sanctions, parce qu'il nous faut continuer de discuter avec l'Azerbaïdjan.

Journaliste

Vous avez échangé avec M. RUTTE et le Premier ministre SUNAK. De quoi avez-vous parlé en particulier et en quoi ce partenariat avec le Royaume-Uni vous intéresse sur les migrations ? Et quel est l'apport de l'Albanie ? C'est un pays très différent des 4 autres présents à la réunion.

Emmanuel MACRON

J'ai précisément fait un développement sur cette question dans mon introduction.

Premièrement, il s'agit de créer des synergies afin de prévenir l'organisation des réseaux de passeurs et toutes ces activités de trafiquants. C'est exactement ce que nous avons fait avec l'Albanie. Nous l'avons fait déjà il y a 5 ans. C'est ce que le Royaume-Uni essaie maintenant de faire avec l'Albanie avec d'assez bons résultats. Et nous sommes convenus que la communauté politique européenne est le bon format. Parce que si l'Union européenne, le Royaume-Uni et les Balkans occidentaux travaillent ensemble, nous pourrions empêcher énormément de migrations illégales en provenance de cette région.

Deuxièmement, ensemble, nous devons faire face aux migrations en provenance des routes orientale et occidentale et du centre de l'Europe, à la fois vers le Royaume-Uni, vers la France. Et c'est exactement la méthodologie que nous avons proposée au Royaume-Uni il y a 18 mois avec le format Calais, lorsque nous avons proposé d'avoir une approche pas uniquement bilatérale France et Royaume-Uni, en disant : nous avons besoin de travailler avec la Belgique, les Pays-Bas et d'autres précisément pour être plus efficaces face aux trafiquants. Nous allons élargir encore ce format, cette approche au sein de la CPE, parce que cela a vraiment un sens.

Donc, nous mèneront des actions communes sur une base de volontariat, c'est-à-dire des membres de l'Union européenne, la Commission européenne, plus l'Albanie, le Royaume-Uni et tous ceux qui souhaiteront rejoindre cette initiative afin, non seulement de prévenir les trafics en fait à destination de nos pays, mais également travailler ensemble avec les pays d'origine, les pays de transit afin de lutter contre ces migrations. C'est-à-dire nous travaillerons également avec la côte sud de la Méditerranée afin de prévenir ces flux. Voilà ce sur quoi nous travaillons, sur un document en 5 points. Nos équipes vont maintenant travailler ensemble. Nous allons proposer à tous les pays volontaires de nous rejoindre. Et puis, il s'agit d'avoir quelque chose de plus contraignant qui sera discuté lors du sommet organisé par le Royaume-Uni.

Merci à vous.